

Mise à jour des valeurs non marchandes de la restauration des Grands Lacs, Sondage d'opinion 2023 à 2024

- Sommaire exécutif

Préparé pour Environnement et Changement climatique Canada

Fournisseur : Affaires publiques Ipsos

Numéro de contrat : K1A12-24-1068

Valeur du contrat : 44 838,40 \$ (TVH comprise)

Date d'octroi du contrat : 15 mars 2024

Date de livraison : 17 septembre 2024

Numéro d'enregistrement : POR 121-23

**Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec
Environnement et Changement climatique Canada à l'adresse :
POR-ROP@ec.gc.ca**

This publication is also available in English.



**Mise à jour des valeurs non marchandes de la restauration des Grands Lacs,
Sondage d'opinion 2023 à 2024 – Sommaire exécutif**

Document préparé pour Environnement et Changement climatique Canada

Fournisseur : Affaires publiques Ipsos

Numéro d'enregistrement : POR 121-23

Cette publication est également disponible en anglais sous le titre :

Updating Non-market Values of Restoring the Great Lakes 2023 to 2024

Survey of Opinion – Executive Summary

N° de cat. : En4-753/2024F-PDF

ISBN : 978-0-660-73732-4

À moins d'avis contraire, il est interdit de reproduire le contenu de cette publication, en totalité ou en partie, à des fins de diffusion commerciale sans avoir obtenu au préalable la permission écrite de l'administrateur du droit d'auteur d'Environnement et Changement climatique Canada. Si vous souhaitez obtenir du gouvernement du Canada les droits de reproduction du contenu à des fins commerciales, veuillez demander l'affranchissement du droit d'auteur de la Couronne en communiquant avec :

Environnement et Changement climatique Canada

Centre de renseignements à la population

Édifice Place Vincent Massey

351, boulevard Saint-Joseph

Gatineau (Québec) K1A 0H3

Ligne sans frais : 1-800-668-6767

Courriel : enviroinfo@ec.gc.ca

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par
le ministre de l'Environnement et du Changement climatique, 2024

Contents

Sommaire	2
1. Contexte.....	2
2. But et objectifs de la recherche	2
3. Méthodologie.....	2
4. Valeur du contrat	3
5. Attestation de neutralité politique	3

Sommaire

1. Contexte

Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) a entrepris un certain nombre d'analyses économiques sur les coûts des proliférations d'algues dans les lacs Érié et Ontario pour leurs économies régionales respectives et pour l'économie provinciale. En 2021, ECCC a réalisé une évaluation des coûts et des avantages de la mise en œuvre de différentes pratiques de gestion bénéfiques pour réduire les sources agricoles de phosphore, en tenant compte du coût des proliférations d'algues. Toutes ces analyses s'appuyaient sur ce qui était alors une méta-analyse vieille de 14 ans pour la volonté de payer, une valeur nécessaire pour établir une valeur pour les biens et services non marchands fournis par les lacs.

ECCC cherchait à mettre à jour la volonté de payer en interrogeant directement les Canadiens pour évaluer leurs opinions sur un certain nombre de questions relatives à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs. La mise à jour a consisté à inclure des valeurs de volonté de payer spécifiques aux lacs (par exemple, les résidents des bassins du lac Érié et du lac Ontario).

2. But et objectifs de la recherche

Le but de cette recherche est de fournir des informations à jour pour soutenir l'évaluation des biens et services non marchands fournis par les Grands Lacs.

Les objectifs de la recherche sont les suivants :

- Déterminer la connaissance qu'ont les Canadiens de leurs sources d'eau potable.
- Déterminer le nombre de visites aux Grands Lacs et d'utilisations de ceux-ci par les Canadiens.
- Déterminer les connaissances des Canadiens sur la qualité de l'eau des Grands Lacs et les menaces qui pèsent sur elle.
- Déterminer les valeurs non marchandes à jour pour les futurs scénarios de qualité de l'eau des Grands Lacs.

3. Méthodologie

La recherche a consisté en deux sondages quantitatifs, comprenant une échelle de qualité de l'eau (EQE) de Resources for the Future (RFF) et une échelle de qualité de l'eau (EQE) du Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME).

La collecte des données a été effectuée en ligne au moyen d'un questionnaire principal dans lequel les répondants de chaque sondage ont été dirigés vers leur région de résidence définie par la région de tri d'acheminement (RTA). Ipsos a utilisé une méthode d'échantillonnage non probabiliste basée sur un panel pour réaliser n=2 500 sondages remplis auprès de la population générale de l'Ontario âgée de 18 ans et plus. Outre la fixation de quotas régionaux, les chercheurs ont fortement recommandé de fixer des quotas d'âge et de genre afin de garantir que l'échantillon de répondants aux deux sondages soit représentatif de la population selon les données du dernier recensement.

La plateforme de sondage était conforme à la Loi sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de

l'Ontario (LAPHO), conformément aux Règles pour l'accessibilité des contenus Web (WCAG2.0AA). Les panélistes disposaient de moyens de communiquer leurs besoins spécifiques en matière d'accessibilité pour permettre la participation au sondage par courriel. Les répondants au sondage ont été informés de leurs droits en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels, de la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques et de la Loi sur l'accès à l'information, et du fait que leurs droits étaient protégés tout au long du processus de recherche.

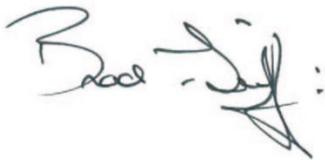
Pour le sondage, une évaluation préliminaire a été menée le 14 mai 2024, avec 77 répondants, pour confirmer la longueur du sondage avant le déploiement complet du questionnaire. Le sondage a été entièrement lancé et réalisé du 14 mai 2024 au 23 août 2024.

4. Valeur du contrat

L'ensemble de l'étude a représenté une dépense de 44 838,40 \$, taxe incluse.

5. Attestation de neutralité politique

Je certifie par la présente, en tant qu'officier supérieur d'Ipsos, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications du gouvernement du Canada et les Procédures de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. En particulier, les produits livrables ne contiennent pas de renseignements sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les prises de position de l'électorat ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.



Brad Griffin
Président
Affaires publiques Ipsos